SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 8 MAI 1862.

Rapport fait, au nom de la Commission des pétitions, sur la requête de plusieurs électeurs de Gand, se plaignant de manœuvres qui ont altéré la sincérité des listes électorales, et demandant qu'il soit pris des mesures pour réprimer les abus qu'ils signalent.

Présents : M. le Comte DE RENESSE-BREIDBACH, Président ; BARON DE FAVEEAU, BARON DE LABBEVILLE, BARON VAN DE WOESTYNE D'HERZÈLE, BARON DE RASSE, Rapporteur.

MESSIEURS,

Le 5 mai dernier, vous avez envoyé à l'examen de votre Commission, une réclamation de huit électeurs de la ville de Gand, signalant à votre attention quelques faits qui se sont passés dans cette ville à l'occasion de la révision annuelle des listes électorales.

Dans l'opinion des pétitionnaires, ces faits sont *graves*, ils constituent une manœuvre électorale qui ne tiendrait à rien moins qu'à *rendre l'administration des finances maîtresse absolue des élections à tous les degrés : les droits des citoyens, les déclarations faites par eux afin d'établir leurs droits, les bases du cens électoral, tout cela vient à disparaître, tout cela est annihilé par un procédé illégal et arbitraire.*

Le respect dû aux droits de tous et aux prescriptions du législateur, ajoutent les pétitionnaires, demande qu'un remède prompt et énergique soit apporté au mal ; il dénature nos institutions, il met le bon plaisir au lieu et place de la loi, il substitue la passion politique au droit du citoyen, et fausse les bases du Gouvernement représentatif.

Les pétitionnaires prient le Sénat de remédier à ce *vice radical*, et d'*aviser dans sa sagesse au moyen d'assurer la pratique sincère et loyale de ces institutions constitutionnelles.*

Avant de suivre les réclamants dans l'examen des faits cités à l'appui de leur requête, votre Commission est unanime pour déclarer que si les faits allégués étaient exacts, c'est-à-dire si ces faits avaient été perpétrés avec l'intention que l'on prête aux fonctionnaires en cause, c'est-à-dire, d'un côté

d'enlever indûment à des citoyens le droit électoral dont ils jouissaient, de l'autre, d'empêcher des citoyens d'entrer en possession de ce même droit qu'ils allaient légitimement atteindre, votre Commission, disons-nous, est unanime pour déclarer, qu'elle n'hésiterait pas à flétrir de pareilles manœuvres, et provoquerait contre les coupables toutes les sévérités des lois. En effet, un tel système amènerait indubitablement la ruine de nos institutions. Le Gouvernement représentatif n'est une réalité que quand chaque citoyen peut jouir en paix des droits que la Constitution lui accorde : le premier, le plus important de tous ces droits, est le droit électoral, mais le droit électoral dans toute sa franchise, dans toute sa sincérité : c'est surtout à propos de ce droit, que l'on peut dire avec raison *que les Belges sont égaux devant la loi* ; nous considérons le droit électoral comme le premier et le plus important de tous les droits, parce que le citoyen qui en est investi, participe en quelque sorte au gouvernement du pays, par la nomination des mandataires qui font les lois et statuent sur les recettes et les dépenses de l'État. Tout système ayant pour but d'apporter des entraves à l'exercice de ce droit, constitue donc en quelque sorte une véritable atteinte portée à la souveraineté nationale, et, à ce point de vue, la pétition qui vous est adressée doit attirer toute votre attention, puisqu'elle vous signale les droits électoraux des citoyens *annihilés par un procédé illégal et arbitraire*, dont des fonctionnaires du Gouvernement seraient, paraît-il, les inventeurs.

Quatre faits sont cités à l'appui de la requête. Ils ont eu pour conséquence, d'après les pétitionnaires :

1° De faire rayer indûment de la liste électorale le sieur *Rousseau, Adolphe*, imprimeur, et le sieur *Baetens, Jean-Baptiste*, curé de Saint-Martin, à Gand.

2° D'empêcher l'inscription sur la liste électorale du sieur *Passyn*, boutiquier, et du sieur *Auguste Engelbeen*, aumônier militaire.

Ce serait par une diminution d'office du chiffre d'une patente et par la suppression d'une autre patente et également d'office, que *Passyn* aurait été privé du droit prétendument incontestable d'être électeur.

Ce serait par la substitution d'un faux prénom au prénom véritable que les sieurs *Rousseau* et *Baetens* auraient été rayés de la liste électorale.

Enfin, ce serait par suite de l'altération de son nom que le sieur *Engelbeen* n'aurait pas été porté sur la liste des électeurs.

Examinons ces faits l'un après l'autre.

A. — PREMIER FAIT. — *Passyn*, imposé en 1860 et 1861 comme débitant de boissons, comme charpentier et comme boutiquier, ne l'est plus en 1862, que comme débitant de boissons et boutiquier, et la patente de débitant de boissons, qui était en 1861 de 30 francs, n'est plus que de 20 francs en 1862.

Par suite de cette diminution de 10 francs et de la suppression de fr. 3-74 comme charpentier travaillant avec un ouvrier, le sieur *Passyn*, qui payait en 1861 fr. 43-40, n'en paie plus que fr. 31-66 cette année.

Les pétitionnaires appellent cette diminution un *dégrévement opéré en dépit des déclarations du contribuable* : mais les pétitionnaires ignorent que si, en règle générale, la déclaration des patentables est prise pour base, il est obligatoire pour les répartiteurs et contrôleurs de s'en écarter, toutes les fois

qu'ils jugent que la notoriété publique donne lieu à des doutes sur l'exactitude des déclarations, d'après les règles établies par la loi (article 22 de la loi du 21 mai 1819).

Il n'est pas inutile non plus de faire remarquer qu'en accusant l'administration des finances de se rendre, par le système qu'on lui attribue, maîtresse absolue des élections, on commet une erreur capitale, du moins en ce qui concerne *Passyn*, car ce n'est pas l'administration des finances, ce sont les répartiteurs qui l'ont sublevé de la patente de *charpentier travaillant avec un ouvrier*, et eux seuls avaient ce droit.

Les accusera-t-on d'avoir agi ainsi pour empêcher *Passyn* d'être inscrit sur la liste électorale? — Mais alors les répartiteurs n'avaient plus besoin de diminuer de dix francs le droit de débit de boissons imposé à cet individu. Nous avons vu que *Passyn* payait en 1861, 43 fr. 40 c.; en le dégrevant de la patente de charpentier, import 3 fr. 70, son cens se réduisait à 41 fr. 66 c.; il n'était donc plus susceptible d'être électeur. Ceux qui prétendent que *Passyn* est victime d'une illégalité, doivent reconnaître que les répartiteurs, en diminuant encore de dix francs les contributions de *Passyn*, n'auraient fait qu'une *illégalité* toute gratuite, sans aucune arrière-pensée électorale.

Le premier fait cité ne peut donc donner lieu à la moindre apparence de critique : son analyse établit que les pétitionnaires se sont trompés en *droit* et en *fait* dans les appréciations de ce prétendu grief.

En droit, en perdant de vue l'article 22 de la loi sur les patentes, qui oblige les répartiteurs de constater la sincérité des déclarations des contribuables; *en fait*, en rendant l'administration des finances responsable d'une opération qui ne concerne que les répartiteurs, c'est-à-dire les délégués de la commune. L'erreur de droit commise par les pétitionnaires nous paraît d'autant plus saillante, c'est qu'elle émane de personnes qui, en appelant notre attention sur la pratique sincère et loyale de nos institutions, veulent concéder au contribuable le droit absolu de dicter lui-même le chiffre de sa cotisation. Or, un tel système conduirait inévitablement à créer de faux électeurs, et si l'abus reproché dans l'affaire *Passyn* pouvait exister et se généraliser, il ne serait rien en comparaison du vice radical auquel donnerait lieu la mise en pratique de l'opinion émise par les réclamants.

B. — DEUXIÈME FAIT.— *Adolphe Rousseau*. Nous estimons que l'administration des finances a commis une erreur en portant au nom de *Rousseau, Jean-Baptiste*, la contribution personnelle dont la déclaration avait été faite au nom d'*Adolphe Rousseau* et sœurs, mais, jusqu'à preuve du contraire, nous ne pouvons admettre que ce fait a été posé méchamment et dans le but de faire rayer le sieur *Rousseau* de la liste électorale; car ce dernier était en droit de réclamer sa réintégration sur la liste, en prouvant qu'il possédait les bases du cens électoral en vertu de sa patente et de sa contribution personnelle. Or, les réclamants prétendent qu'il possédait ces bases. En cas de rejet de sa demande par le Collège échevinal, il pouvait s'adresser à la Députation permanente, et en cas de nouvel échec de ce côté, à la Cour de cassation.

Nous croyons devoir insister sur ce point.

La substitution du prénom du père à celui du fils, toute blâmable qu'elle puisse être, si elle a été faite dans une intention malveillante, ce qui n'est pas établi, ne pouvait enlever au fils ses droits électoraux, s'il les possédait ;

car l'erreur dans le rôle ne peut priver un citoyen du droit électoral.

Ainsi des députations permanentes ont décidé que le locataire a le droit de profiter de la contribution personnelle, encore bien que la contribution fût portée sous le nom du propriétaire.

Il ne nous appartient pas d'examiner si dans l'affaire Rousseau la contribution personnelle devait appartenir au père ou au fils ; ce ne serait plus l'administration des finances que nous mettrions en cause, ce serait le Collège échevinal de Gand. Or, le sieur Rousseau fils, n'ayant pas jugé convenable d'appeler de sa radiation, nous sortirions de nos attributions en nous substituant aux autorités à qui la loi attribue la révision des décisions prises par les administrations communales en matière électorale.

C. et D. Une partie de nos observations relatives au sieur Rousseau s'applique au sieurs *Baetens et Englebeen*. L'erreur dans le rôle ne pouvant priver ces citoyens du droit électoral, il était facile aux intéressés d'expliquer l'erreur, d'établir leurs droits, s'ils les possédaient, et en cas de rejet de la demande de l'un tendant à être maintenu sur la liste, en cas de rejet de celle de l'autre tendant à y être porté, la voie d'appel leur était légalement ouverte. — Nous concevons l'impossibilité pour un Collège échevinal de porter d'office sur la liste électorale des citoyens, lorsque les rôles ne donnent pas exactement les noms et prénoms des contribuables. Mais nous ne concevons pas la négligence des citoyens à ne pas faire valoir ce qu'ils croient leurs droits, en temps utile, et de la manière prescrite par les lois. En l'absence de ces formalités, on peut supposer de l'indifférence chez ceux qui n'ont jamais exercé leurs droits, comme chez ceux qui en ont été déchus, à moins que leur silence ne soit considéré comme une approbation des décisions prises à leur égard par l'autorité communale.

Quoi qu'il en soit, les erreurs même involontaires commises par les receveurs des contributions, ont pu jusqu'à un certain point motiver les plaintes des pétitionnaires; aussi, votre Commission vous propose-t-elle le renvoi de la pétition à M. le Ministre des Finances, mais en vous faisant cette proposition, votre Commission déclare qu'elle n'a rien vu dans les pièces produites qui fût de nature à justifier l'exagération des plaintes formulées.

Si donc, votre Commission conclut au renvoi à M. le Ministre des Finances, c'est que le Sénat ne peut jamais se montrer trop susceptible en fait de droit électoral, même quand il ne s'agit que d'erreurs involontaires. Mais ces erreurs peuvent affecter indirectement le droit le plus important des citoyens, c'est-à-dire, celui qui est la principale base de nos institutions constitutionnelles, et c'est à ce titre que la majorité de votre Commission vous propose le renvoi de la pétition à M. le Ministre des Finances.

Le Président,
Comte DE RENESSE-BREIDBACH.

Le Rapporteur,
Baron DE RASSE.